



DÉCLARATION

pour une scolarisation continue des élèves grand-genevois

À l'attention du Comité régional franco-genevois (CRFG) et du Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) du Grand Genève

Par l'adoption de plusieurs documents politiques cruciaux, les partenaires du Grand Genève se sont engagés, non sans un certain courage, face aux enjeux écologiques et sociétaux pesant sur le million de personnes vivant dans l'agglomération franco-valdo-genevoise. Il en va ainsi de la Feuille de route sur la Métropolisation et les équilibres territoriaux, de la Charte du Grand Genève en transition et son Plan d'actions, ainsi que de la Vision territoriale transfrontalière 2050, actes accompagnés par une [Déclaration politique commune](#) le 2 juillet 2024.

Toute l'action menée depuis plusieurs décennies par le CRFG et le GLCT démontre qu'il est indispensable que les autorités du Grand Genève se concertent et agissent ensemble pour affronter les problématiques qui touchent en commun le territoire transfrontalier et les personnes qui y vivent ou dont les effets s'étendent de part et d'autre des frontières administratives.

Pour faire face aux défis de sa métropolisation, le Grand Genève doit définir rapidement des objectifs et des stratégies pour lutter contre les divers déséquilibres entre ses territoires et à l'intérieur de ceux-ci et assurer la cohésion territoriale et sociale. À cet égard, le Forum d'agglomération a appelé à plusieurs reprises la nécessité d'aborder sérieusement les questions de la formation, de l'accès au système de santé, de la culture, du logement et de l'habitat, de l'économie, y compris circulaire, et l'emploi. À cela s'ajoute un enjeu essentiel : la participation démocratique des grandes-genevoises et genevois.

En effet, comme il l'a relevé dans ses rapports sur la [Gouvernance du Grand Genève](#) et sur le [Grand Genève en transition](#), le manque de concertation avec les résidentes et résidents et la société civile ainsi que la faiblesse de coordination entre les diverses autorités du Grand Genève exposent à un risque démocratique. Ainsi, la décision abrupte du gouvernement genevois, à la veille de la pause estivale, de revenir sur la possibilité dérogatoire accordée aux familles domiciliées dans le Grand Genève mais hors canton de scolariser leurs enfants dans le système public genevois nous a surpris, pour dire le moins.

Pour les plus de 80 organisations et associations membres du Forum d'agglomération, cette décision constitue une atteinte grave à l'équilibre fragile de l'agglomération grand-genevoise. Outre qu'elle foule aux pieds les engagements politiques pris récemment et relevés plus haut, elle va à l'encontre de la collaboration à laquelle s'efforcent de longue date les partenaires du Grand Genève.



Par la présente Déclaration, le Forum d'agglomération du Grand Genève fait part de sa plus vive inquiétude quant à de telles décisions unilatérales, prises sans la moindre considération de leur impact sur notre espace de vie commun. Aussi, il demande aux autorités du Grand Genève – Comité régional franco-genevois (CRFG) et Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) –, d'engager les actions nécessaires afin de :

- obtenir de surseoir à la décision de non admission dans les écoles publiques genevoises des enfants qui y sont actuellement scolarisés et dont l'un des parents travaille dans le canton, afin de poursuivre et terminer leur cursus de formation primaire et secondaire II sans interruption ni exclusion fondée sur leur lieu de domicile au sein du Grand Genève ;
- entamer un dialogue avec les parents d'élèves concernés ;
- traiter de la question de la scolarisation des enfants du Grand Genève dans la problématique plus large de l'équité d'accès aux divers niveaux et filières de formation de part et d'autre de la frontière, tout en portant attention à l'ancrage des enfants d'école primaire au plus proche de leur domicile ;
- mener une réflexion approfondie avec les collectivités du Grand Genève et les acteurs concernés pour aboutir à un accord assurant une équité d'accès aux formations offertes sur les territoires du Grand Genève ;
- avancer vers une politique grand-genevoise de formation secondaire, professionnelle et supérieure répondant aux besoins de qualification de la main d'œuvre de l'ensemble de l'agglomération, incluant une gestion des coûts adossée auxdits besoins.

Le Forum d'agglomération attend du CRFG et du GLCT, autorités décisionnelles de l'agglomération qui en réunissent les collectivités partenaires, qu'ils fassent preuve de détermination pour préserver et renforcer la cohésion de notre territoire grand-genevois commun.

Assemblée du Forum d'agglomération, le 4 novembre 2025